

## **Déclaration de Libreville sur les situations de crise dans la Francophonie**

La Commission politique de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), s'est réunie à Libreville (Gabon) du 3 au 6 mars. Les travaux parlementaires ont débouché dans une déclaration, adoptée à l'unanimité, sur les situations de crise dans l'espace francophone par le biais de laquelle l'APF a pris position sur les crises qui suscitent des inquiétudes au sein du monde parlementaire francophone:

- soutenir le processus de transition au Burundi.  
La commission s'est félicitée de la tenue du référendum constitutionnel du lundi 28 février 2005. Elle a encouragé les institutions de transition à aller de l'avant en organisant les élections prévues de manière libre, fiable et transparente dans les délais convenus. Ainsi, elle a lancé un appel à la communauté internationale pour débloquer des fonds promis en vue d'accompagner le processus de paix au Burundi et de créer un environnement favorable au bon déroulement des élections.
- Faire participer tous les partis politiques à la vie politique nationale au Cambodge  
Inquiète de l'assassinat de représentants ou de sympathisants de l'opposition politique, la commission a exprimé la crainte de l'établissement d'une culture d'impunité au Cambodge. Elle s'est inquiétée également, auprès du Président de l'Assemblée nationale du Cambodge, de la levée de l'immunité de trois parlementaires cambodgiens, dont le chef de l'opposition M. Sam Rainsy, et de l'emprisonnement du député Cheam Channy.
- Tenir les élections dans le Pool (Congo Brazzaville).  
La commission politique s'est félicitée du fait que le Congo ait décidé d'organiser dès juillet 2005 des élections législatives dans le département du Pool dont les sièges sont inoccupés au Parlement depuis 2002.
- Accélérer le processus de transition au CONGO (RDC) :  
La commission politique a exprimé son inquiétude par rapports aux retards pris dans la mise en place d'une administration unique, d'une armée nationale intégrée, du programme national de démobilisation et de réinsertion des groupes armés de même que dans l'élaboration et l'adoption des textes législatifs indispensables à la bonne marche de la transition. Elle a, par ailleurs, condamné l'assassinat de 9 Casques bleus en Ituri et considéré indispensable la stabilisation de l'Est du pays
- Refuser l'enlèvement de la Côte D'Ivoire :  
La commission a déploré le fait que les désaccords entre les parties autour du mode de révision de la Constitution provoquent un nouveau blocage du processus de paix. Elle a regretté également les retards du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion des combattants, de même que l'absence des Forces nouvelles et de certains représentants de l'opposition au sein du gouvernement de réconciliation nationale. Elle soutient la médiation du Président Mbeki et refuse tout enlèvement du processus de paix.
- Tenir l'élection présidentielle le plus rapidement possible au Guinée Bissau :  
La commission a pris acte de la tenue des élections législatives de Guinée Bissau de mars 2004 mettant fin au mandat du Conseil national de transition. Elle a joint les différents

partis politiques à s'entendre le plus rapidement possible sur le choix d'une date pour l'élection présidentielle qui doit avoir lieu au printemps 2005

- Débloquer l'aide financière promise et mettre fin à l'insécurité à Haïti :  
La commission a appelé la communauté internationale à décaisser rapidement les fonds et à accélérer la mise en œuvre des projets qui ont été promis lors de la conférence de Washington. Elle s'est inquiétée de l'état d'impunité prévalant en Haïti et elle a enjoint le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour garantir un climat de sécurité permettant le bon déroulement des prochaines élections.
- Pour une sortie de crise dans le dialogue et la transparence au Liban :  
La commission a exprimé son effroi et son indignation après l'attentat dont ont été victimes l'ancien Premier ministre libanais, M. Rafic Hariri, et des membres de son entourage. Elle a rappelé que l'APF a joint sa voix à celles qui se sont déjà élevées pour réclamer qu'une enquête internationale puisse faire toute la lumière sur cet attentat.

Elle a souligné le fait que l'évolution de la situation au Liban et dans la région est étroitement dépendante du respect de toutes les résolutions de l'ONU. La commission politique a considéré ainsi comme un signe positif l'annonce du retrait des troupes syriennes du Liban « dans les prochains mois », en suivra les progrès, et a réaffirmé son attachement à l'indépendance et à la souveraineté du Liban.

- Soutenir le processus de transition dans la République centrafricaine  
La commission a pris acte de la bonne tenue du référendum constitutionnel, première étape de retour à la légalité constitutionnelle. Elle soutient la Francophonie qui assurera la coordination de l'observation des élections présidentielle et législatives centrafricaines de mars 2005.
- Appuyer le processus de transition au Togo  
La commission politique a salué le dénouement heureux de la crise qui a ouvert la voie au retour à l'ordre constitutionnel. Elle a invité les acteurs politiques du Togo à respecter les conditions d'organisation de l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu dans les soixante jours suivant l'entrée en fonction de l'actuel Président intérimaire. Elle a appelé la Francophonie à soutenir le processus de transition en cours de manière à ce que les conditions pour des élections libres, fiables et transparentes soient réunies.